

## MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 81 — 1681

Arrêté royal relatif à l'intervention de la Société nationale de Transport par Canalisations, « S.N.T.C. », dans les projets de canalisations et déterminant la liste des produits assujettis

## RAPPORT AU ROI

Sire,

En exécution de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, nous avons l'honneur de soumettre à votre signature un projet d'arrêté portant exécution de l'article 182 de la loi précitée.

Parmi les mesures générales de structures dans le secteur économique contenues dans cette loi, certains se situent dans le secteur de l'énergie.

Le Gouvernement de Votre Majesté a préconisé, pour l'ensemble du secteur de l'énergie, une réorganisation de manière à renforcer son efficacité et son caractère d'intérêt général.

A l'occasion de l'examen des problèmes que ce secteur rencontre dans le transport des différentes sources d'énergie, la nécessité est apparue de coordonner notre réseau de canalisations.

Un réseau important de canalisations recouvre le pays sans qu'un souci de rationalisation ait nécessairement présidé à son implantation.

Le contrôle de l'opportunité de la création de certaines canalisations permettra cette coordination et cette implantation ordonnée, au bénéfice des régions et des utilisateurs qui disposeront d'une infrastructure pour l'approvisionnement en énergie et en matières premières.

Il s'agit non seulement des grandes infrastructures de transport mais également de projets de moindre envergure pour lesquels, en raison de leur indivisibilité technique et économique, l'intervention de la S.N.T.C. est également pleinement justifiée.

La Société nationale de Transport par Canalisations, société anonyme dont la Société nationale d'Investissement dans ses fonctions de holding public détient la totalité des titres a reçu de la loi la mission de procéder à ce contrôle et à cette coordination pour le compte des pouvoirs publics.

A cette fin, pour éviter la dispersion des initiatives et pour organiser un contrôle plus efficace, il convient de donner à la S.N.T.C. le droit à un examen approfondi et à une exécution prioritaire du projet qui lui est soumis.

L'implantation de canalisations de transport ayant une répercussion sur l'aménagement du territoire et celui-ci étant une matière régionalisée, les Exécutifs régionaux seront représentés auprès des organes de gestion de la S.N.T.C. en vertu d'une convention à conclure entre le Ministre des Affaires économiques et la S.N.T.C.

La S.N.T.C. sera chargée d'examiner tout projet de transport par canalisations, autre que l'eau, les gaz naturels ou issus de produits naturels, le grisou, les gaz de hauts fourneaux et la chaleur, dont la liste figure à l'article 7 du projet d'arrêté.

Cette liste peut être complétée par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre des Affaires économiques, après concertation avec les Exécutifs régionaux.

Sur base de cet examen, la S.N.T.C. décidera soit d'exécuter elle-même le projet, soit de l'exécuter avec l'entreprise qui le lui aura présenté, soit d'en confier l'exécution à un tiers, soit de ne pas intervenir dans l'exécution du projet.

La S.N.T.C. dispose d'un délai de trois mois pour faire connaître sa décision à l'entreprise et en informer en même temps le Ministre des Affaires économiques par avis motivé justifiant sa décision.

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 81 — 1681

Koninklijk besluit betreffende de tussenkomst van de Nationale Maatschappij der Pijpleidingen, « N.M.P. », in de projecten van leidingen en houdende bepaling van de lijst van de betrokken produkten

## VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

In uitvoering van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 hebben wij de eer U ter onder-tekening een ontwerp van besluit houdende uitvoering van artikel 182 van de bovengenoemde wet voor te leggen.

Onder de algemene structuurmaatregelen in de economische sector die in deze wet vervat zijn, behelzen sommige de energie-sector.

De Regering van Uwe Majesteit heeft een reorganisatie van de hele energiesector voorgesteld om de doeltreffendheid en de aard van algemeen belang ervan te versterken.

Bij het onderzoek van de problemen die in deze sector rijzen bij het vervoer van de verschillende energiebronnen, is het noodzakelijk gebleken een coördinatie van ons pijpleidingennet in de hand te werken.

Het land wordt doorkruist door een belangrijk net van leidingen waarvan de aanleg niet altijd rationeel is.

De controle van de opportuniteit van de aanleg van bepaalde leidingen zal deze geördende inplanting mogelijk maken ten behoeve van de gewesten en de verbruikers die zullen beschikken over een infrastructuur voor de energie- en grondstoffenbevoorrading.

Het betreft niet alleen de grote vervoerinfrastructuren, maar eveneens de projecten van kleinere omvang waarvoor, gelet op hun technische en economische ondeelbaarheid, de tussenkomst van de N.M.P. eveneens volkomen verantwoord is.

De Nationale Maatschappij der Pijpleidingen — naamloze vennootschap waarvan de Nationale Investeringsmaatschappij in haar functie van overheidsholding alle aandelen bezit — heeft bij de wet de taak gekregen tot deze controle en deze coördinatie voor rekening van de overheid, over te gaan.

Hiertoe en om de versnippering van de initiatieven te vermijden en om een meer doeltreffende controle te organiseren, is het nodig de N.M.P. het recht te geven tot een grondig onderzoek en tot de prioritaire uitvoering van het haar voorgelegde ontwerp over te gaan.

Daar de inplanting van vervoerleidingen een weerslag heeft op de ruimtelijke ordening en daar dit een geregionaliseerde aangelegenheid is, zullen de Gewesten bij de verschillende beheersorganen van de N.M.P. vertegenwoordigd zijn krachtens een tussen de Minister van Economische Zaken en de N.M.P. te sluiten overeenkomst.

De N.M.P. zal belast zijn met het onderzoek van elk nieuw project van vervoer per pijpleiding van alle stoffen behalve water, aardgassen of gassen bekomen uit natuurlijke grondstoffen, mijn-gas, hoogovengas en warmte, waarvan de lijst in artikel 7 van het ontwerp van besluit is opgenomen.

Deze lijst mag aangevuld worden bij een in Ministerraad beraadslaagd koninklijk besluit op voorstel van de Minister van Economische Zaken, na overleg met de Gewestelijke Executieven.

Op grond van dit onderzoek, zal de N.M.P. beslissen ofwel het project zelf uit te voeren, ofwel het uit te voeren met de onderneming die het haar heeft voorgelegd, ofwel de uitvoering ervan aan derden toe te vertrouwen ofwel bij de uitvoering van het project niet tussen te komen.

De N.M.P. beschikt over een termijn van drie maanden om haar beslissing aan de onderneming mede te delen en tegelijkertijd de Minister van Economische Zaken ervan op de hoogte te stellen bij een met redenen omkleed advies ter verantwoording van haar beslissing.

L'entreprise qui a présenté le projet dispose d'un délai de trois mois pour introduire un recours contre la décision de la S.N.T.C. auprès du Ministre des Affaires économiques.

Si la S.N.T.C. décide de réaliser le projet avec l'entreprise qui le lui soumet, les conditions de cette collaboration seront déterminées de commun accord.

Au cas où l'entreprise qui a présenté le projet souhaite participer à sa réalisation, la S.N.T.C. ne confiera à des tiers la réalisation du projet que lorsque ces tiers s'engageront à réaliser le projet à un coût moindre que celui proposé par l'entreprise qui a présenté le projet.

Lorsque la S.N.T.C. réalise le projet seule ou en confie la réalisation à un tiers, la S.N.T.C. ou le tiers, selon le cas, indemniserà l'entreprise qui a présenté le projet à concurrence de l'intégralité des frais d'études et honoraires engagés.

La représentation des régions dans les organes de gestion de la S.N.T.C. et de ses filiales, la mission et les pouvoirs dévolus au Commissaire représentant les pouvoirs publics auprès de la Société et qui sera désigné par le Ministre des Affaires économiques après avis des Exécutifs régionaux, ainsi que l'approbation par le Ministre des Affaires économiques des propositions de modifications aux statuts de la S.N.T.C., feront l'objet d'une convention conclue entre le Ministre des Affaires économiques et la S.N.T.C.

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté établit d'une part la procédure à suivre pour l'introduction, auprès de la Société nationale de Transport par Canalisations, des dossiers relatifs aux projets de transport par canalisations, ainsi que les modalités d'exécution des décisions prises par la S.N.T.C. et d'autre part, la liste des produits dont le transport tombe sous l'application de ce régime.

Les dispositions de cet arrêté ne portent point préjudice à celles de la loi du 12 avril 1965 relative au transport des produits gazeux et autres par voie de canalisations et à ses arrêtés d'exécution.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Affaires économiques,  
W. CLAES

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires économiques, le 26 mars 1981, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « relatif à l'intervention de la Société nationale de Transport par Canalisations « S.N.T.C. » dans les projets de canalisations et déterminant la liste des produits assujettis », a donné le 27 mars 1981 l'avis suivant :

Dans le délai de trois jours susvisé, le Conseil d'Etat s'est vu contraint de limiter le présent avis à ce qui est essentiel.

1. Dans un premier avis L. 13 906/1 relatif au projet d'arrêté royal précité, le Conseil d'Etat est arrivé à la conclusion suivante :

« Il n'est pas douteux qu'en tant qu'elle s'applique aux grandes infrastructures destinées au transport des gaz spécifiés dans le projet, la réglementation envisagée relève de la matière mentionnée à l'article 6, § 1er, VII, alinéa 2, littéra d, de la loi précitée.

En raison de son importance du point de vue de la coordination du réseau de canalisations, la réglementation en projet doit aussi être considérée comme un élément essentiel de la politique énergétique nationale, de sorte qu'en application de la disposition légale précitée, (c'est-à-dire l'article 6, § 3, 3°, de la loi précitée), elle doit faire l'objet d'une concertation entre les Exécutifs concernés et l'autorité nationale compétente.

De l'entreprise qui a présenté le projet dispose d'un délai de trois mois pour introduire un recours contre la décision de la S.N.T.C. auprès du Ministre des Affaires économiques.

Si la S.N.T.C. décide de réaliser le projet avec l'entreprise qui le lui soumet, les conditions de cette collaboration seront déterminées de commun accord.

Au cas où l'entreprise qui a présenté le projet souhaite participer à sa réalisation, la S.N.T.C. ne confiera à des tiers la réalisation du projet que lorsque ces tiers s'engageront à réaliser le projet à un coût moindre que celui proposé par l'entreprise qui a présenté le projet.

Lorsque la S.N.T.C. réalise le projet seule ou en confie la réalisation à un tiers, la S.N.T.C. ou le tiers, selon le cas, indemniserà l'entreprise qui a présenté le projet à concurrence de l'intégralité des frais d'études et honoraires engagés.

La représentation des régions dans les organes de gestion de la S.N.T.C. et de ses filiales, la mission et les pouvoirs dévolus au Commissaris die de overheid zal vertegenwoordigen bij de Maatschappij en die zal aangesteld worden door de Minister van Economische Zaken na advies van de gewestelijke Executieven evenals de goedkeuring door de Minister van Economische Zaken van de voorstellen tot wijziging van de statuten van de N.M.P., zullen het voorwerp uitmaken van een overeenkomst tussen de Minister van Economische Zaken en de N.M.P.

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté établit d'une part la procédure à suivre pour l'introduction, auprès de la Société nationale de Transport par Canalisations, des dossiers relatifs aux projets de transport par canalisations, ainsi que les modalités d'exécution des décisions prises par la S.N.T.C. et d'autre part, la liste des produits dont le transport tombe sous l'application de ce régime.

Les dispositions de cet arrêté ne portent point préjudice à celles de la loi du 12 avril 1965 relative au transport des produits gazeux et autres par voie de canalisations et à ses arrêtés d'exécution.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Economische Zaken,  
W. CLAES

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 26e maart 1981 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Economische Zaken, verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende de tussenkomst van de Nationale Maatschappij der Pijpleidingen « N.M.P. » in de projecten van leidingen en houdende de lijst van de betrokken producten », heeft de 27e maart 1981 het volgend advies gegeven :

Binnen de voornoemde termijn van drie dagen moest het advies beperkt worden tot het hoofdzakelijke.

1. De Raad van State is in het eerste advies L. 13 906/1 in verband met het voornoemde ontwerp van koninklijk besluit tot de volgende conclusie gekomen :

« Het lijkt geen twijfel dat de ontworpen regeling, in zover zij geldt voor de grote infrastructuur voor het transport van de in het ontwerp omschreven gassen, betrekking heeft op de aangelegenheid omschreven in artikel 6, § 1, VII, tweede lid, littéra d, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Wegens haar belangrijkheid in verband met de coördinatie van het pijpleidingennet moet de regeling ook worden aangemerkt als een hoofdbestanddeel van het nationaal energiebeleid, met het gevolg dat met toepassing van de boven aangehaalde wetsbepaling (dit is artikel 6, § 3, 3°, van de voornoemde wet) overleg moet worden gepleegd tussen de betrokken Executieven en de bevoegde nationale overheid.

Cette concertation constitue une formalité substantielle, dont l'omission entraîne l'illégalité de la réglementation.

La concertation n'ayant pas eu lieu en l'occurrence, il est prématuré de pousser plus avant l'examen du présent projet.

En ce qui concerne ce dernier point, le Conseil d'Etat signale qu'à plusieurs reprises au cours de l'examen du projet, la question a été posée au fonctionnaire délégué de savoir si la concertation visée par l'article 6, § 3, 3°, de la loi précitée, avait bien eu lieu. Le fonctionnaire délégué n'a pas fourni de réponse. Le Conseil d'Etat en a conclu qu'il n'y avait pas eu de concertation.

2. Par lettre du 26 mars 1981, le Ministre des Affaires économiques a redemandé l'avis du Conseil d'Etat sur le présent projet.

En ce qui concerne la concertation, la lettre attire l'attention sur le fait que les Exécutifs régionaux ont été associés à l'examen de ce projet, tant dans le cadre des travaux préparatoires à la délibération du Conseil des Ministres du 23 décembre 1980, qu'au cours de celui-ci où l'occasion leur a été donnée de faire valoir leur point de vue. Par ailleurs, les avis des Exécutifs régionaux ont été communiqués par écrit.

Il est permis d'en inférer que les Exécutifs concernés et l'autorité nationale compétente se sont concertés sur la matière. Il est recommandé d'en faire état dans le préambule du projet.

3. Il ressort de l'article 6, VII, lettre d, que les régions, en tout cas, ne sont pas compétentes pour les grandes infrastructures en matière de transport d'énergie, et qu'en règle générale, elle ne le sont pas davantage lorsque la matière — en l'occurrence le transport des gaz visés par le projet — requiert une mise en œuvre homogène sur le plan national en raison de son indivisibilité technique et économique.

Il s'en suit que les régions sont, par contre, compétentes pour les petites infrastructures destinées au transport précité lorsque ces infrastructures présentent un « aspect régional », à moins qu'il n'y ait « indivisibilité technique et économique » exigeant qu'elles soient, elles aussi, réglées sur le plan national.

A première vue, le projet ne tient pas compte de cet aspect particulier du problème de compétence. L'article 2 établit il est vrai une exception pour « les canalisations en usine et pour les canalisations servant au chargement et déchargement de bateaux pour autant qu'elles se situent exclusivement dans la zone portuaire ou servent à la distribution publique de gaz manufacturé ». On peut malaisément admettre cependant que seules les canalisations visées par l'article 2 soient considérées comme n'étant « pas grandes », d'autant plus que, selon les renseignements donnés par le fonctionnaire délégué, la dispense prévue par l'article 2 du projet en ce qui concerne les canalisations en usine et les canalisations servant au chargement et au déchargement est plutôt inspirée par la considération qu'elles ne peuvent pas être regardées comme des « canalisations de transport » au sens strict.

On peut se demander à cet égard si le rapport au Roi accompagnant le projet indique clairement les motifs pour lesquels les infrastructures de transport par canalisations qui ne sont pas de « grandes infrastructures » doivent, elles aussi, en raison de « l'indivisibilité technique ou économique », être réglées par l'arrêté royal en projet.

Le rapport au Roi fait état de « la nécessité ... de coordonner l'impact de notre réseau de canalisations », coordination qui pourra se faire par « le contrôle de l'opportunité et de l'utilité de la création et du maintien de certaines canalisations ... au bénéfice des régions et des utilisateurs ».

Cette justification n'invoque pas expressément l'indivisibilité susvisée.

Afin d'éviter toute contestation sur ce point, il est recommandé de justifier expressément dans le rapport au Roi en quoi cette indivisibilité s'impose.

4. L'arrêté royal en projet comporte trois types de dispositions :

- a) celles qui déterminent les produits auxquels le projet s'applique (article 9) et ne s'applique pas (article 1er, § 3);
- b) celles qui fixent les règles que la S.N.T.C. doit observer pour la réalisation d'un projet (article 1er, §§ 1er et 2, articles 2, 3, 4 et 8);
- c) celles qui ont trait à la gestion de la S.N.T.C. (les articles 5, 6, 7, 10 et 11).

Les articles 5, 6 et 11 du projet, qui se rapportent à la gestion de la S.N.T.C. appellent l'observation suivante.

Dit overleg is een substantiële voorvereiste waarvan de verwaarlozing de ontwetigheid van de regeling ten gevolge heeft.

Aangezien het overleg ter zake niet heeft plaatsgevonden, is het voorbarig het ontwerp verder te onderzoeken.

Wat dit laatste punt betreft, vestigt de Raad van State de aandacht erop dat tijdens het onderzoek van het ontwerp, aan de gemachtigde ambtenaar herhaaldelijk de vraag werd gesteld of het overleg bedoeld in het voornoemde wetsartikel 6, § 3, 3°, al dan niet had plaatsgevonden. De gemachtigde ambtenaar heeft hierop geen antwoord gegeven. De Raad van State heeft hieruit dan ook afgeleid dat er ter zake geen overleg is geweest.

2. De Minister van Economische Zaken heeft bij brief van 26 maart 1981 opnieuw het advies van de Raad van State gevraagd over het onderhavige ontwerp.

In verband met het overleg vestigt de brief de aandacht : « sur le fait que les Exécutifs régionaux ont été associés à l'examen de ce projet, tant dans le cadre des travaux préparatoires à la délibération du Conseil des Ministres du 23 décembre 1980, qu'au cours de celui-ci où l'occasion leur a été donnée de faire valoir leur point de vue. Par ailleurs, les avis des Exécutifs régionaux ont été communiqués par écrit. »

Hieruit kan worden afgeleid dat ter zake overleg werd gepleegd tussen de betrokken Executieven en de bevoegde nationale overheid. Het is geraden dat de aanhef van het ontwerp daarvan doet blijken.

3. Uit artikel 6, VII, lettera d, blijkt dat de gewesten in ieder geval niet bevoegd zijn voor de grote infrastructures inzake transport van energie en in het algemeen ook niet bevoegd zijn wanneer de aangelegenheid — ter zake het transport van de gasen omschreven in het ontwerp — wegens haar technische en economische ondeelbaarheid een gelijke behandeling op nationaal vlak behoeft.

Hieruit volgt dat de gewesten wel bevoegd zijn voor de kleine infrastructures inzake het voornoemde transport wanneer zij « een gewestelijke aspect » vertonen, tenzij er een « technische of economische ondeelbaarheid » is die vereist dat ook die kleine infrastructures op nationaal vlak moeten geregeld worden.

Het ontwerp houdt op het eerste gezicht geen rekening met dit bijzonder aspect van het bevoegdheidsprobleem. Artikel 2 stelt weliswaar een uitzondering voor « fabrieksleidingen en de leidingen die dienen voor het laden en lossen van schepen voor zover ze uitsluitend in de havenzone liggen of dienen voor de openbare distributie van fabrieksgas ». Er kan evenwel moeilijk aangenomen worden dat alleen de in artikel 2 voornoemde leidingen bedoeld worden als « niet-grote » infrastructures, te meer daar volgens de informatie verschaft door de gemachtigde ambtenaar de vrijstelling voorzien in artikel 2 van het ontwerp, wat de fabrieksleidingen en de leidingen voor laden en lossen betreft, eerder te maken heeft met de overweging dat deze niet als eigenlijke « vervoerleidingen » kunnen beschouwd worden.

De vraag komt hier aan de orde of het ontwerp in het verslag aan de Koning op duidelijke wijze de grozden heeft aangevoerd waaruit blijkt dat wegens de « technische of economische ondeelbaarheid » ook de niet-grote infrastructures inzake vervoer per pijpleiding door het ontwerp van koninklijk besluit dienen te worden geregeld.

Het verslag aan de Koning verwijst naar « de noodzaak een coördinatie in de hand te werken van het pijpleidingennet », wat kan bereikt worden door « de controle van de opportuniteit en het nut van de aanleg van bepaalde leidingen ... ten behoeve van de gewesten en de verbruikers ».

Deze uitleg doet geen uitdrukkelijk beroep op de voornoemde ondeelbaarheid.

Om betwistingen daaromtrent te vermijden, lijkt het raadzaam de noodzaak van zodanige ondeelbaarheid ter zake met zoveel woorden in het verslag aan de Koning te rechtvaardigen.

4. Het ontwerp van koninklijk besluit bevat drieërlei regelingen :

- a) het bepalen van de produkten waarop het ontwerp toepasselijk is (artikel 9) en niet van toepassing is (artikel 1, § 3);
- b) het bepalen van de regelen die de N.M.P. moet naleven bij het realiseren van een project (artikel 1, §§ 1 en 2, de artikelen 2, 3, 4 en 8);
- c) de bepalingen die betrekking hebben op het beheer van de N.M.P. (de artikelen 5, 6, 7, 10 en 11).

Wat betreft de artikelen 5, 6 en 11 van het ontwerp die het beheer van de N.M.P. betreffen, geldt de volgende opmerking.

En vertu de l'article 5, les régions sont représentées aux organes de gestion de la S.N.T.C. et de ses filiales.

Selon l'article 6, le Ministre des Affaires économiques désigne, après avis des Exécutifs régionaux, un commissaire du Gouvernement, qui assistera aux réunions des organes de gestion de la S.N.T.C. avec voix consultative.

En vertu de l'article 11, les statuts de la S.N.T.C. doivent être approuvés par le Conseil des Ministres.

La S.N.T.C. a été constituée par la S.N.I. par acte du 22 mars 1978 sous la dénomination « Société de Transport par canalisations ». Par acte du 13 novembre 1978, elle a été transformée en « Société nationale de Transport par Canalisations ». Elle a la forme d'une société anonyme.

Les articles 6 et 11 précités du projet ne trouvent pas de fondement légal dans la loi budgétaire du 8 août 1980 ni dans aucune autre loi. Ces articles sont, dès lors, illégaux et doivent être supprimés. L'article 5 est sans fondement légal en ce qu'il concerne les filiales. En ce qu'il concerne la S.N.T.C., il ne s'agit que d'une simple répétition de la loi. L'article 5 peut donc être omis en son entier.

5. Aux termes de l'article 1er, § 1er, du projet, « toute entreprise qui se propose de transporter par canalisations ... soit par renouvellement d'une concession ou d'une permission de transport ou des produits mentionnés à l'article 9 est tenue de soumettre au préalable son projet à la S.N.T.C. ».

L'arrêté royal en projet peut-il imposer pareille obligation?

L'article 182, alinéa 1er, de la loi du 8 août 1980 vise « tout projet de transport par canalisation ». Le terme « projet » ne peut désigner que la construction d'une nouvelle canalisation ou l'extension ou le renouvellement d'une canalisation existante. Le renouvellement d'une concession ou d'une permission de transport, eu égard au sens habituel de ces termes, ne peut être considéré comme un « projet ». La disposition législative susvisée n'habilite pas le Roi à imposer l'intervention de la S.N.T.C. à chaque renouvellement d'une concession ou d'une permission de transport.

6. En ce qui concerne les articles 1er, § 2, et 4, § 1er, du projet.

En vertu de l'article 182, alinéa 2, de la loi du 8 août 1980 précitée, la S.N.T.C. peut exécuter elle-même le projet, en confier l'exécution à des tiers ou collaborer ou non à son exécution.

Les articles 1er, § 2, et 4, § 1er, limitent la possibilité de faire exécuter le projet par des tiers à l'exécution par les filiales de la S.N.T.C.

Selon le fonctionnaire délégué, ces articles visent les « filiales de l'entreprise » qui présente le projet. Cela ne ressort toutefois pas du texte de ces articles; ceux-ci doivent dès lors être précisés sur ce point.

Il convient de souligner en outre que, selon l'article 182 de la loi susvisée, des « tiers » pourront également être chargés de l'exécution d'un projet. Or, cette possibilité est exclue par les articles 1er, § 2, et 4, § 1er, du projet, ce qui est contraire à l'article 182 de la loi. Il est recommandé, dès lors, de remplacer dans ces articles du projet le mot « filiales » par le mot « tiers ».

7. L'article 4, § 2, du projet part du principe que la S.N.T.C., lorsqu'elle décide de réaliser le projet avec l'entreprise qui le lui a présenté, pourra imposer unilatéralement ses conditions à cette entreprise. La loi précitée n'a pas habilité le Roi à imposer une telle obligation à l'entreprise concernée.

On se reportera, à cet égard, à l'article 8, § 1er, du projet, qui prévoit la conclusion par la S.N.T.C. d'une convention avec l'entreprise concernée.

Selon le fonctionnaire délégué, il y a lieu d'en inférer que la S.N.T.C. ne peut imposer ses conditions. Il est conseillé, dès lors, de mettre le texte de l'article 4, § 2, du projet en concordance avec l'article 8, § 1er.

Observons toutefois que le champ d'application de l'article 4, § 2, et celui de l'article 8 du projet ne sont pas identiques : l'article 4, § 2, se rapporte à la réalisation du projet, l'article 8 à l'utilisation de la canalisation.

Volgens artikel 5 zijn de gewesten vertegenwoordigd in de beheersorganen van de N.M.P. en haar dochtermaatschappijen.

Volgens artikel 6 stelt de Minister van Economische Zaken een regeringscommissaris aan na advies van de Gewestelijke Executieven en zal de regeringscommissaris, beschikkend over een raadgevende stem, de vergaderingen van de beheersorganen van de N.M.P. bijwonen.

Volgens artikel 11 behoeven de statuten van de N.M.P. de goedkeuring van de Minister-raad.

De N.M.P. werd door de N.I.M. opgericht bij akte van 22 maart 1978, onder de benaming « Maatschappij der pijpleidingen ». Bij akte van 13 november 1978 werd zij omgevormd in « Nationale Maatschappij der pijpleidingen ». Ze heeft de vorm van een naamloze vennootschap.

De bovenvermelde artikelen 6 en 11 van het ontwerp vinden geen rechtsgrond in de budgettaire wet van 8 augustus 1980 of in enige andere wet. Die artikelen zijn derhalve onwettig en dienen te vervallen. Ook artikel 5 is zonder rechtsgrond doch enkel wat de dochtermaatschappijen betreft. Wat de N.M.P. betreft, is het een gewone herhaling van de wet. Aldus mag het gehele artikel worden geschrapt.

5. Volgens artikel 1, § 1, van het ontwerp « moet elke onderneming die voornemens is één of meer produkten vermeld in artikel 9 per pijpleiding te vervoeren ... ofwel door hernieuwing van een vervoervergunning of -toelating, haar projekt op voorhand voorleggen aan de N.M.P. ».

De vraag is of het ontwerp van koninklijk besluit zodanige verplichting kan opleggen.

Artikel 182, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1980 spreekt van « elk ontwerp tot vervoer per pijpleiding ». Het woord « ontwerp » kan alleen de aanleg van een nieuwe leiding of de uitbreiding of hernieuwing van een bestaande leiding bedoelen. De hernieuwing van een vervoervergunning of -toelating kan volgens de gewone betekenis die die woorden hebben, niet als een « ontwerp » beschouwd worden. De Koning ontleent aan de bovenvermelde wetsbepaling niet de bevoegdheid om de tussenkomst van de N.M.P. verplicht te stellen telkens een vervoervergunning of -toelating moet hernieuwd worden.

6. Betreft de artikelen 1, § 2, en 4, § 1, van het ontwerp.

Luidens artikel 182, tweede lid, van de voornoemde wet van 8 augustus 1980 kan de N.M.P. het projekt zelf uitvoeren, het laten uitvoeren door derden of aan de uitvoering al dan niet medewerken.

De artikelen 1, § 2, en 4, § 1, beperken de mogelijkheid om het projekt te laten uitvoeren door derden, tot de uitvoering door dochtermaatschappijen van de N.M.P.

Volgens de gemachtigde ambtenaar bedoelen die artikelen « dochtermaatschappijen van de onderneming » die het ontwerp voorstelt. Zulks blijkt evenwel niet uit die artikelen. Op dit punt dienen de artikelen te worden verduidelijkt.

Bovendien dient te worden aangestipt dat volgens het voornoemde wetsartikel 182 ook « derden » met de uitvoering van een projekt kunnen worden belast. Deze mogelijkheid wordt door de artikelen 1, § 2, en 4, § 1, van het ontwerp uitgesloten, wat strijdig is met het wetsartikel 182. Het ontwerp derhalve aanbeveling in die artikelen van het ontwerp het woord « dochtermaatschappijen » te vervangen door het woord « derden ».

7. Artikel 4, § 2, van het ontwerp gaat ervan uit dat de N.M.P., indien zij beslist het projekt te verwezenlijken met de onderneming die het haar heeft voorgesteld, eenzijdig haar voorwaarden aan deze onderneming zal kunnen opleggen. De voornoemde wet heeft aan de Koning niet de bevoegdheid toegekend om dergelijke verplichting op te leggen aan de betrokken onderneming.

In dit verband past het te verwijzen naar artikel 8, § 1, van het ontwerp waar bepaald is dat de N.M.P. met de betrokken onderneming een overeenkomst sluit.

Volgens de gemachtigde ambtenaar moet hieruit worden afgeleid dat de N.M.P. haar voorwaarden niet kan opleggen. Het is dan ook geraadzaam de tekst van artikel 4, § 2, van het ontwerp in overeenstemming te brengen met artikel 8, § 1, van het ontwerp.

Op te merken echter dat artikel 4, § 2, en artikel 8, van het ontwerp niet hetzelfde toepassingsgebied hebben : artikel 4, § 2, betreft de verwezenlijking van het projekt, artikel 8 het gebruik van de leiding.

8. Selon l'article 9, alinéa 2, du projet, la liste mentionnée à l'alinéa 1er, peut être complétée « après avis des Exécutifs régionaux ». Aucune disposition de la loi susvisée du 8 août 1980 ne permet d'attribuer une telle compétence d'avis aux Exécutifs régionaux.

9. En ce qui concerne l'article 10 du projet :

La loi précitée du 8 août 1980 n'habilite pas le Roi à sanctionner l'inobservation du secret.

Cet article doit dès lors être supprimé.

La Chambre était composée de :

MM. :

H. Adriaens, président;  
H. Coremans, Gh. Tacq, conseillers d'Etat;  
Mme M. Benard, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. H. Coremans.

Le rapport a été présenté par M. J. De Brabandere, auditeur.

Le greffier,  
M. Benard.

Le président,  
H. Adriaens.

23 JUILLET 1981. — Arrêté royal relatif à l'intervention de la Société nationale de Transport par Canalisations, « S.N.T.C. », dans les projets de canalisations et déterminant la liste des produits assujettis

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, notamment l'article 182;

Vu la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations;

Vu l'avis des Exécutifs régionaux;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. § 1er. Sans préjudice aux dispositions de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, et de ses arrêtés d'exécution et plus particulièrement sans préjudice aux pouvoirs conférés au Roi et au Ministre des Affaires économiques relativement aux concessions et aux permissions de transport, toute entreprise qui se propose de transporter par canalisations soit par construction d'une canalisation nouvelle, soit par extension d'une canalisation existante, in ou des produits mentionnés à l'article 7 est tenue de soumettre au préalable son projet à la Société nationale de Transport par Canalisations (S.N.T.C.), société anonyme, immatriculée au registre de commerce de Bruxelles, sous le n° 411582.

§ 2. Pour les projets relatifs aux produits repris à l'article 7 du présent arrêté qui sont visés par la loi du 12 avril 1965 et par ses arrêtés d'exécution que la Société nationale de Transport par Canalisations a décidé de réaliser elle-même, de réaliser avec l'entreprise qui a présenté le projet ou d'en confier la réalisation à des tiers, le dossier, pour l'obtention des concessions et des permissions de transport requises par la loi du 12 avril 1965, est introduit auprès de l'autorité compétente à l'intervention de la Société nationale de Transport par Canalisations.

§ 3. Est exclu du champ d'application du présent arrêté, tout projet de transport par canalisation de l'eau, des gaz naturels ou issus de produits naturels, du grisou, du gaz de haut fourneau et de la chaleur.

Art. 2. La soumission préalable à la S.N.T.C. n'est pas requise pour les canalisations en usine et pour les canalisations servant au chargement et déchargement de bateaux pour autant qu'elles se situent exclusivement dans la zone portuaire ou servant à la distribution publique de gaz manufacturé.

8. Volgens artikel 9, tweede lid, van het ontwerp kan de lijst vermeld in het eerste lid worden aangevuld « na advies van de Gewestelijke Executieven ». In de voornoemde wet van 8 augustus 1980 is er geen bepaling voorhanden die toelaat zodanige adviesbevoegdheid aan de Gewestelijke Executieven toe te kennen.

9. Betreft artikel 10 van het ontwerp.

De vermelde wet van 8 augustus 1980 verleent aan de Koning geen bevoegdheid om in verband met de niet-naleving van de zwijgplicht straffen te bepalen.

Het artikel dient derhalve te vervallen.

De Kamer was samengesteld uit :

De heren :

H. Adriaens, voorzitter;  
H. Coremans, Gh. Tacq, staatsraden.  
Mevr. M. Benard, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer H. Coremans.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. De Brabandere, auditeur.

De griffier,  
M. Benard.

De voorzitter,  
H. Adriaens.

23 JULI 1981. — Koninklijk besluit betreffende de tussenkomst van de Nationale Maatschappij der Pijpleidingen, « N.M.P. », in de projecten van leidingen en houdende bepaling van de lijst van de betrokken produkten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, inzonderheid artikel 182;

Gelet op de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige produkten en andere door middel van leidingen;

Gelet op het advies van de Gewestelijke Executieven;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Onverminderd de bepalingen van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige produkten en andere door middel van leidingen en de uitvoeringsbesluiten ervan en inzonderheid onverminderd de machten toegekend aan de Koning en de Minister van Economische Zaken betreffende de vervoervergunningen en toelatingen, moet elke onderneming, die voornemens is één of meer produkten vermeld in artikel 7 per pijpleiding te vervoeren ofwel door de aanleg van een nieuwe leiding ofwel door uitbreiding van een bestaande leiding, haar project op voorhand voorleggen aan de Nationale Maatschappij der Pijpleidingen (N.M.P.), naamloze vennootschap, ingeschreven in het handelsregister te Brussel, onder het nr. 411582.

§ 2. Voor de projecten inzake de produkten vermeld in artikel 7 van dit besluit, en beoogd bij de wet van 12 april 1965 en de uitvoeringsbepalingen ervan die de Nationale Maatschappij der Pijpleidingen beslist heeft zelf te verwezenlijken, te verwezenlijken met de onderneming die haar het project heeft voorgesteld of de verwezenlijking ervan aan derden toe te vertrouwen, moet het dossier voor het bekomen van de vervoervergunningen en toelatingen bepaald bij de wet van 12 april 1965, worden ingediend bij de bevoegde overheid door tussenkomst van de Nationale Maatschappij der Pijpleidingen.

§ 3. Valt niet onder toepassing van dit besluit, elk project van vervoer, per pijpleiding, van water, aardgassen of gassen bekomen uit natuurlijke grondstoffen, mijngas, hoogovengas en gas afkomstig van warmte.

Art. 2. Het op voorhand voorleggen aan de N.M.P. is niet vereist voor de fabrieksleidingen en de leidingen die dienen voor het laden en lossen van schepen voor zover ze uitsluitend in de havenzone liggen of dienen voor de openbare distributie van fabrieksgas.

**Art. 3.** A la demande de la S.N.T.C., l'entreprise qui a présenté le projet fournit outre les renseignements mentionnés à l'article 17 de la loi du 12 avril 1965 précitée, toutes informations, études et documents nécessaires à l'appréciation de la faisabilité du projet, ainsi que toutes indications relatives à la technique du transport.

**Art. 4. § 1er.** Dans les trois mois de la soumission du dossier complet relatif au projet, la S.N.T.C. fait connaître à l'entreprise qui a présenté le projet sa décision soit d'exécuter elle-même le projet, soit de l'exécuter avec l'entreprise qui lui a présenté le projet, soit d'en confier l'exécution à des tiers, soit de ne pas intervenir dans l'exécution du projet.

**§ 2.** La S.N.T.C. veillera à rechercher les conditions les plus compétitives de manière à assurer la réalisation du projet au moindre coût.

Au cas où l'entreprise qui a présenté le projet souhaite participer à la réalisation du projet, la S.N.T.C. ne confiera à des tiers la réalisation du projet que lorsque les tiers s'engageront à réaliser le projet à un coût moindre que celui proposé par l'entreprise qui a présenté le projet.

A cet effet, un cahier des charges sera établi conformément aux dispositions légales en vigueur.

**§ 3.** Lorsque la S.N.T.C. décide de réaliser le projet avec l'entreprise qui lui a présenté le projet, les conditions de cette collaboration seront établies par convention.

**§ 4.** Lorsque la S.N.T.C. réalise le projet seule, elle indemnisera l'entreprise qui a présenté le projet à concurrence de l'intégralité des frais d'études et honoraires engagés.

**§ 5.** Lorsque la réalisation du projet est confiée à un tiers, celui-ci indemnise l'entreprise qui a présenté le projet à concurrence de l'intégralité des frais d'études et honoraires engagés.

**Art. 5. § 1er.** En même temps que la S.N.T.C. fait connaître sa décision à l'entreprise qui a présenté le projet, elle transmet au Ministre des Affaires économiques un avis motivé justifiant sa décision.

**§ 2.** L'entreprise qui a présenté le projet dispose d'un délai de trois mois pour introduire un recours contre la décision visée à l'article 4, § 1er du présent arrêté auprès du Ministre des Affaires économiques.

**Art. 6. § 1er.** Si la S.N.T.C. décide de réaliser elle-même le projet, avec l'entreprise qui le lui a présenté ou d'en confier la réalisation à des tiers, elle établit par convention avec l'entreprise utilisatrice, les conditions de cette utilisation, notamment le coût du transport du ou des produits visés, qui doit au moins couvrir le prix de revient, en ce compris, le coût des capitaux engagés, soit par fonds propres, soit par emprunt, les amortissements et les frais de fonctionnement.

**§ 2.** La convention détermine également les modalités selon lesquelles la S.N.T.C. intervient dans ou participe à la gestion de la canalisation.

**Art. 7.** Sont visés par les dispositions de l'article 1er, les produits suivants :

*a) Industrie du pétrole :*

Produits issus du raffinage du pétrole.

*b) Gaz industriels :*

Gaz produits par l'industrie, tant sous leurs formes gazeuses que sous leurs formes liquéfiées.

*c) Industrie chimique et pétrochimique :*

Produits semi-finis, produits finis de l'industrie chimique et pétrochimique.

*d) Produits solides :*

Tout produit solide, en suspension, en solution ou en vrac.

Cette liste peut être complétée par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre des Affaires économiques, après concertation avec les Exécutifs régionaux.

**Art. 8.** La représentation des régions dans les organes de gestion de la S.N.T.C. et de ses filiales, la mission et les pouvoirs dévolus au Commissaire représentant les pouvoirs publics auprès

**Art. 3.** Op aanvraag van de N.M.P. verstrekt de onderneming die het project heeft voorgesteld, buiten de inlichtingen vermeld in artikel 17 van de bovengenoemde wet van 12 april 1965 alle inlichtingen, studies en documenten die nodig zijn om de toepasbaarheid van het project te beoordelen, evenals alle aanwijzingen inzake de vervoertechniek.

**Art. 4. § 1.** Binnen drie maand na de voorlegging van het volledig dossier over het project, deelt de N.M.P. de onderneming die het project heeft voorgesteld, haar beslissing mede ofwel zelf het project uit te voeren, ofwel het uit te voeren met de onderneming die haar het project heeft voorgesteld, ofwel de uitvoering ervan aan derden toe te vertrouwen, ofwel niet in de uitvoering van het project tussen te komen.

**§ 2.** De N.M.P. zal er zorg voor dragen de meest competitieve voorwaarden te bekomen teneinde de verwezenlijking van het project tegen de laagste kosten te verzekeren.

Ingeval de onderneming die het project heeft voorgesteld, wenst deel te nemen aan de verwezenlijking van het project, zal de N.M.P. de verwezenlijking van het project slechts aan derden toevertrouwen wanneer deze laatsten zich ertoe verbinden het project te verwezenlijken tegen kosten die lager zijn dan deze ingediend door de onderneming die het project heeft voorgesteld. Te dien einde zal een lastenbostek worden opgesteld overeenkomstig de geldende wettelijke bepalingen.

**§ 3.** Indien de N.M.P. beslist het project te verwezenlijken met de onderneming die het haar heeft voorgesteld, worden de voorwaarden van deze samenwerking vastgelegd bij overeenkomst.

**§ 4.** Indien de N.M.P. het project alleen verwezenlijkt, zal ze de onderneming die het project heeft voorgesteld, schadeloosstellen ten belope van alle kosten aangegaan voor studies en erelonen.

**§ 5.** Indien de verwezenlijking van het project wordt toevertrouwd aan een derde, zal deze laatste de onderneming die het project heeft voorgesteld, schadeloosstellen ten belope van alle kosten aangegaan voor studies en erelonen.

**Art. 5. § 1.** Wanneer de N.M.P. haar beslissing mededeelt aan de onderneming die het project heeft voorgesteld, zal ze tegelijkertijd de Minister van Economische Zaken in het bezit stellen van een met redenen omkleed advies ter verantwoording van haar beslissing.

**§ 2.** De onderneming die het project heeft voorgesteld, beschikt over een termijn van drie maanden om bij de Minister van Economische Zaken verhaal aan te tekenen tegen de in artikel 4, § 1 van dit besluit bedoelde beslissing.

**Art. 6. § 1.** Als de N.M.P. beslist het project zelf uit te voeren met de onderneming die het haar heeft voorgesteld, of de verwezenlijking ervan toe te vertrouwen aan derden, stelt ze, in overeenkomst met de gebruikende onderaeming, de voorwaarden voor dit gebruik vast, inzonderheid de kosten voor het vervoer van het (of de) beoogde produkt(en) die ten minste de kostprijs moeten dekken, hierin inbegrepen de kapitaalkosten die werden besteed met eigen geldmiddelen of door middel van leningen, en de afschrijvingen en de werkingskosten.

**§ 2.** De overeenkomst bepaalt tevens de modaliteiten volgens dewelke de N.M.P. ussenkomt in of deelneemt aan het beheer van de leiding.

**Art. 7.** Volgende produkten worden door de bepalingen van artikel 1 begood :

*a) Aardolienijverheid :*

Produkten afkomstig uit het raffineren van aardolie.

*b) Industriegassen :*

Gassen door de nijverheid voortgebracht, zowel in hun gasachtige als hun vloeibaar gemaakte vormen.

*c) Chemische en petrochemische nijverheid :*

Halfabrikaten, afgewerkte produkten van de chemische en petrochemische nijverheid.

*d) Vaste produkten :*

Elk vast produkt, in suspensie, in oplossing of in bulk.

Deze lijst kan bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit worden aangevuld op voordracht van de Minister van Economische Zaken, na overleg met de Gewestelijke Executieven.

**Art. 8.** De vertegenwoordiging van de gewesten in de beheersorganen van de N.M.P. en haar dochtermaatschappijen, de opdracht en bevoegdheden van de Commissaris die de overheid

de la S.N.T.C. qui sera désigné par le Ministre des Affaires économiques après avis des Exécutifs régionaux, ainsi que l'approbation par le Ministre des Affaires économiques des propositions de modifications aux statuts de la S.N.T.C. feront l'objet d'une convention conclue entre le Ministre des Affaires économiques et la S.N.T.C.

**Art. 9.** Les administrateurs, les personnes ayant assisté aux réunions des organes d'administration et de contrôle de la S.N.T.C., ainsi que les membres du personnel de la S.N.T.C. ne peuvent divulguer à des tiers les renseignements et informations qui leur ont été communiqués par l'entreprise qui a présenté le projet en vue de l'examen dont question à l'article 1er, sauf pour les besoins de cet examen.

**Art. 10.** Cet arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 11.** Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 juillet 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Affaires économiques,  
W. CLAES

F. 81 — 1682

15 SEPTEMBRE 1981. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 1er avril 1981 bloquant les prix et fixant les prix maxima de vente du lait de consommation

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques,

Vu la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix;

Vu l'arrêté ministériel du 1er avril 1981 bloquant les prix modifié par l'arrêté ministériel du 8 avril 1981 et en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 24 juillet 1981;

Vu l'arrêté royal du 31 mars 1954 relatif au commerce du lait de vache, tel que modifié à ce jour, et notamment par l'arrêté royal du 28 décembre 1976;

Vu l'avis de la Commission pour la Régulation des Prix;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1er, tel qu'il a été remplacé par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 des réformes institutionnelles;

Vu l'urgence,

Considérant la nécessité d'éviter des spéculations commerciales sur les produits en cause,

Arrête :

**Article 1er.** Le prix de vente au consommateur, taxe sur la valeur ajoutée comprise, ne peut dépasser 19 F le litre pour les laits entiers en récipients vendus dans les magasins de détail et 20 F le litre pour les laits entiers en récipients remis au domicile du consommateur.

Pour les laits entiers en récipients d'un demi-litre, le prix de vente au consommateur, taxe sur la valeur ajoutée comprise, ne peut dépasser 11 F.

Le prix de vente franco-colporteur, taxe sur la valeur ajoutée non comprise, ne peut dépasser 14,91 F le litre pour les laits entiers en récipients d'un litre et 15,17 F le litre pour les laits entiers en emballage perdu.

Pour les laits entiers en récipients d'un demi-litre, le prix de vente franco-colporteur, taxe sur la valeur ajoutée non comprise, ne peut dépasser 8,36 F.

**Art. 2.** Pour le lait entier pasteurisé livré au domicile du consommateur, les prix maxima de vente au consommateur, taxe sur la valeur ajoutée comprise, tels que fixés par l'article 1er, peuvent être majorés de 1 F par litre et 0,50 F par demi-litre.

zal vertegenwoordigen bij de N.M.P. en die zal aangesteld worden door de Minister van Economische Zaken na advies van de Gewestelijke Executieven, evenals de goedkeuring door de Minister van Economische Zaken van de voorstellen tot wijziging van de statuten van de N.M.P. zullen het voorwerp uitmaken van een overeenkomst tussen de Minister van Economische Zaken en de N.M.P.

**Art. 9.** De beheerders, de personen die de vergaderingen van de beheers- en controleorganen van de N.M.P. hebben bijgewoond, alsmede de personeelsleden van de N.M.P. mogen de inlichtingen en informatie die hen door de onderneming die het project heeft voorgesteld, werden medegedeeld in verband met het onderzoek waarvan sprake in artikel 1, niet verspreiden, behoudens in het belang van dit onderzoek.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

**Art. 11.** Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 juli 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Economische Zaken,  
W. CLAES

N. 81 — 1682

15 SEPTEMBER 1981. — Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 1 april 1981 tot blokkering der prijzen en tot vaststelling van de maximumverkoopprijzen van consumptiemelk

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken,

Gelet op de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 april 1981 tot blokkering der prijzen gewijzigd door het ministerieel besluit van 8 april 1981 en laatst door het ministerieel besluit van 24 juli 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 maart 1954 betreffende de handel in koemelk, zoals tot op heden gewijzigd, inzonderheid bij het koninklijk besluit van 28 december 1976;

Gelet op het advies van de Commissie tot Regeling der Prijzen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid, zoals het werd vervangen door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Overwegende de noodzakelijkheid om in de handel speculaties te vermijden aangaande de betrokken producten,

Besluit :

**Artikel 1.** De verbruikersprijs, belasting over de toegevoegde waarde inbegrepen, mag niet meer bedragen dan 19 F per liter voor de in kleinhandelszaken in recipiënten verkochte volle melk en 20 F per liter voor de aan huis van de verbruikers afgeleverde volle melk in recipiënten.

Voor de volle melk in halveliterrecipiënten mag de verbruikersprijs, belasting over de toegevoegde waarde inbegrepen, niet meer bedragen dan 11 F.

De verkoopprijs franco-venter, belasting over de toegevoegde waarde niet inbegrepen, mag niet meer bedragen dan 14,91 F per liter voor de volle melk in literrecipiënten en 15,17 F per liter voor de volle melk in wegwerpverpakking.

Voor de volle melk in halfliterrecipiënten mag de verkoopprijs franco-venter, belasting over de toegevoegde waarde niet inbegrepen, niet meer bedragen dan 8,36 F.

**Art. 2.** Voor de gepasteuriseerde volle melk geleverd ten huize van de verbruikers, mogen de maximumverkoopprijzen aan verbruiker, belasting over de toegevoegde waarde inbegrepen, zoals vastgesteld in artikel 1, verhoogd worden met 1 F per liter en 0,50 F per halve liter.